



Les grands titres:

- L'ONU salue la ratification par la Somalie de la Convention relative aux droits de l'enfant
- L'Arabie saoudite appelle à une transition politique sans Bashar Al-Assad en Syrie
- Burkina Faso : le Président de la transition confirme la tenue prochaine d'élections
- La Syrie déclare lutter contre des terroristes soutenus de l'étranger
- Le Congo se dit plus engagé que jamais dans son rôle de médiation en Centrafrique
- Le Niger espère le succès des processus de paix au Mali et en Libye, ses voisins
- Le Soudan dénonce les sanctions unilatérales dont il fait l'objet
- Centrafrique : Stephen O'Brien inquiet de la violence et du pillage de locaux humanitaires
- L'ONU prend note de la condamnation de deux chefs rebelles rwandais en Allemagne
- Libye : Ban Ki-moon exhorte les parties à accepter tel quel le projet d'accord de paix de l'ONU
- L'ONU célèbre la Journée de la non-violence alors que les conflits s'aggravent
- Yémen : l'UNICEF dresse un bilan dramatique de la situation des enfants
- Ban Ki-moon attristé par une nouvelle fusillade meurtrière aux Etats-Unis
- Maroc : une experte indépendante de l'ONU pour le droit à l'alimentation annonce sa visite dans le pays
- Tadjikistan : l'ONU s'inquiète de l'interdiction du seul parti islamique d'Asie centrale
- Le nombre de migrants arrivés en Grèce cette année avoisine les 400.000, selon le HCR

L'ONU salue la ratification par la Somalie de la Convention relative aux droits de l'enfant



2 octobre - Les Nations Unies se sont félicitées vendredi de la ratification le 1er octobre 2015 par la Somalie de la Convention relative aux droits de l'enfant, et ont réitéré à cette occasion leur appel à la ratification universelle du document.

« Adoptée en 1989, la Convention relative aux droits de l'enfant est la convention des droits de l'homme la plus largement ratifiée, avec désormais 196 États parties », s'est félicité le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, dans un communiqué de presse rendu public par son porte-parole.

Le chef de l'ONU a qualifié la ratification de la Convention de mesure importante qui engage le gouvernement somalien à prendre des mesures spécifiques de protection de tous les enfants du pays.

« Le Secrétaire général considère la Convention comme l'instrument le plus fort au monde pour promouvoir et faire respecter les droits des enfants, y compris le droit à la vie, à la santé, à l'éducation et à jouer, ainsi que le droit à la vie de famille, à être protégé contre la violence et toute les formes de discrimination, et à faire entendre leur opinion », a déclaré le porte-parole de M. Ban.

« Le Secrétaire général encourage les États-Unis, le seul État à ne pas encore avoir ratifié la Convention, à se joindre à ce mouvement global et à aider le monde à atteindre l'objectif de la ratification universelle », a-t-il ajouté.

De son côté, le Président du Comité des droits de l'enfant des Nations Unies, Benyam Dawit Mezmur, a également salué cette annonce.

« Alors que la Convention a été adoptée il y a un peu plus de 25 ans, les droits qu'elle contient sont aussi importants aujourd'hui qu'en 1989 », a déclaré M. Mezmur dans un communiqué de presse rendu public à Genève.

Le Président du Comité a réitéré son appel en faveur de la ratification universelle de la Convention et s'est dit impatient d'engager une discussion avec les États-Unis.

« Nous exhortons également les États à ratifier les trois instruments juridiques qui traitent des domaines spécifiques des droits de l'enfant, à savoir la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants ; l'utilisation d'enfants dans les conflits armés ; et permettre aux enfants de porter plainte pour violations graves de leurs droits auprès de la Commission », a ajouté M. Mezmur.

D'autres hauts responsables de l'ONU ont salué cet événement dans un communiqué de presse conjoint, auquel s'est joint M. Mezmur.

« La ratification par la Somalie de la Convention relative aux droits de l'enfant est une étape importante et bienvenue vers la réalisation des droits de 6,5 millions d'enfants dans le pays », ont déclaré le Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Anthony Lake, la Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU pour les enfants et les conflits armés, Leila Zerrougui, la Représentante spéciale du Secrétaire général sur la violence contre les enfants, Marta Santos Pais, et M. Mezmur.

Les enfants de la Somalie font face à d'énormes défis, ont-il ajouté, précisant que le pays possède aujourd'hui l'un des plus forts taux de mortalité au monde chez les moins de cinq ans, des taux de malnutrition alarmants et des niveaux très élevés de violence à l'encontre des enfants.

Les dispositions de la Convention fournissent désormais un cadre juridique aux efforts du gouvernement somalien pour faire respecter les droits de l'enfant et mettre en place une législation nationale globale visant à les protéger, ont déclaré les hauts responsables.

« Cela nous rapproche plus que jamais de la ratification universelle de ce traité primordial des droits de l'homme », se sont félicités M. Lake, Mme Zerrougui, Mme Santos Pais, M. Mezmur.

L'Arabie saoudite appelle à une transition politique sans Bashar Al-Assad en Syrie



2 octobre - Le Ministre des affaires étrangères de l'Arabie saoudite, Adel Ahmed Al-Jubeir, a déclaré jeudi que toute tentative de former un gouvernement de transition en Syrie devrait se faire sans le concours du Président syrien Bashar Al-Assad ni celui d'aucun responsable de crimes dans le pays.

Dans un discours prononcé lors du débat général de la 70ème Assemblée générale de l'Organisation, le Ministre des affaires étrangères de l'Arabie saoudite a déploré l'évolution de la crise syrienne, et notamment l'incapacité de la communauté internationale à y mettre

fin.

Le Ministre des affaires étrangères a souligné la responsabilité du Président syrien Bashar Al-Assad dans cette crise et s'est radicalement opposé à la participation de ce dernier à tout processus de transition politique basée sur le Communiqué de Genève, de même qu'à celle des personnes ayant versé le sang de victimes innocentes en Syrie.

M. Al-Jubeir a par ailleurs salué les actions militaires de la Coalition à laquelle participe son pays au Yémen, ces dernières ayant notamment permis de libérer la ville portuaire d'Aden, à la demande des autorités légitimes qui ont été chassées par le coup d'État des Houthis.

Le Ministre des affaires étrangères a appelé à une solution politique au Yémen fondée sur les initiatives du Conseil de coopération du golfe, rappelant que, si les Houthis font bien sûr partie de la société yéménite, cela ne leur donne pas le droit de déstabiliser le pays.

M. Al-Jubeir a par ailleurs appuyé l'accord sur le programme nucléaire iranien et a exprimé la volonté de son pays d'avoir de bonnes relations avec l'Iran, « sur la base d'un respect mutuel ». A ce titre, il a invité l'Iran à ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures des autres États.

Burkina Faso : le Président de la transition confirme la tenue prochaine d'élections



2 octobre - Le Président de la transition au Burkina Faso, Michel Kafando, a remercié vendredi la communauté internationale pour son soutien lors d'un coup d'Etat qui a secoué le pays ces dernières semaines et a confirmé la tenue prochaine d'élections libres et transparentes.

« Chers amis de la Communauté internationale, c'est grâce à vous, défenseurs de ces valeurs que je viens d'évoquer, que je parle librement devant vous, chose impensable il y a seulement deux semaines, lorsque je me suis retrouvé dans les geôles de la sédition militaire », a déclaré M. Kafando dans son discours au débat général de la 70ème Assemblée générale de l'ONU.

Après une tentative de coup d'Etat dans le pays, qui a duré une semaine, le Président Michel Kafando et les autorités de transition avaient été rétablis le 24 septembre.

« En effet, le 16 septembre dernier, mon pays, le Burkina Faso était victime d'un coup d'Etat ignoble, perpétré par des officiers à la solde de politiciens revanchards, et tenez-vous bien, la veille du lancement de la campagne électorale », a déclaré M. Kafando.

« C'était sans compter avec le peuple burkinabé », a-t-il ajouté, indiquant que la révolte nationale et populaire est venue à bout du coup d'Etat, au prix cependant de pertes en vie humaines et de nombreux blessés.

« Parallèlement, la réaction internationale s'est promptement manifestée pour condamner unanimement ce putsch et soutenir la Transition », a déclaré la Président de la transition au Burkina Faso, remerciant les Etats membres pour leur mobilisation et leur soutien.

« Le peuple du Burkina me prie d'exprimer à vous tous, à vos Nations éprises de paix, sa profonde reconnaissance. Il vous demande de continuer à soutenir ses efforts pour l'ancrage d'une réelle démocratie au Burkina Faso, à travers la tenue d'élections libres et transparentes que nous allons bientôt organiser », a déclaré M. Kafando.

Le Président de la transition a par ailleurs salué l'adoption la semaine précédente du nouveau Programme de développement durable à l'horizon 2030 et a souligné l'attachement de son pays à la lutte contre le changement climatique.

La Syrie déclare lutter contre des terroristes soutenus de l'étranger



2 octobre - Le Vice-Premier ministre syrien, ministre des affaires étrangères et des expatriés, Walid Moualem, a présenté vendredi la situation en Syrie comme se résumant à une lutte de son gouvernement contre le terrorisme soutenu par des pays étrangers.

Dans son discours devant la 70ème Assemblée générale de l'ONU, M. Moualem a affirmé que son pays poursuivrait « sa lutte contre le terrorisme » et que l'armée syrienne était « capable de nettoyer le pays de ces terroristes ».

« Le terrorisme de Da'ech-EIIL, du Front al-Nosrah et d'autres organisations affiliées à Al-Qaïda, tue des innocents, capture des femmes et tire des obus de mortier sur des civils », a-t-il dit.

Il a reproché à la communauté internationale de « ne pas mettre en œuvre » les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité sur la lutte contre le terrorisme, pendant que « sur le terrain, les pays qui financent, parrainent et soutiennent le terrorisme continuent d'alimenter l'extrémisme dans la région. Ces pays continuent d'armer, d'entraîner et d'envoyer des terroristes en Syrie », a-t-il affirmé.

« Il est du devoir de la communauté internationale de stopper ce flux de terroristes se rendant en Syrie en provenance de cent pays, selon les chiffres des Nations Unies, afin de créer un califat qui, comme vous le savez, ne se limitera pas à la Syrie ou à l'Iraq », a affirmé le ministre syrien.

M. Moualem s'en est pris, sans les nommer, aux pays « qui répandent jusqu'en Europe une idéologie extrémiste » qui « ne connaît pas de frontières ».

« Comment des pays développés, gouvernés par des élections et des parlements, peuvent-ils être alliés de pays qui n'ont pas de parlements et ne reconnaissent pas une moitié active de la société représentée par les femmes ? », a-t-il demandé, dans une allusion voilée à l'Arabie Saoudite et à certains pays du Golfe.

La Syrie, a-t-il poursuivi, « n'a jamais cessé de plaider pour une solution politique basée sur notre vision, qui s'est révélée correcte, selon laquelle la lutte contre le terrorisme est la priorité ».

Le terrorisme, a encore dit le ministre syrien, « ne peut pas être combattu seulement dans les airs ». « Les frappes aériennes sont inutiles, sauf si elles sont coordonnées avec l'armée syrienne », a-t-il continué.

« L'annonce du début de frappes aériennes russes, à la demande du gouvernement syrien et en coordination avec lui, constitue une participation effective aux efforts syriens pour lutter contre le terrorisme », a affirmé M. Moualem.

Le Congo se dit plus engagé que jamais dans son rôle de médiation en Centrafrique



2 octobre - Le Ministre des affaires étrangères de la République du Congo, Jean-Claude Gakosso, a souligné vendredi que son pays était plus que jamais engagé dans son rôle de médiation pour résoudre la crise en République centrafricaine.

Dans un discours devant l'Assemblée générale, il a rappelé que le Président congolais Denis Sassou-Nguesso menait « avec détermination la médiation internationale dans la crise à laquelle ce pays frère est confronté depuis de nombreuses années ».

« Les graves incidents qui ont secoué Bangui ces derniers jours et la récurrence des violences intercommunautaires ne

peuvent que conforter le sentiment largement partagé que le processus de transition en cours reste fragile », a dit le ministre des affaires étrangères.

« Aussi, notre engagement en faveur de ce pays est-il vivement sollicité. Dans cette phase décisive du processus de transition, le Président Denis Sassou Nguesso, Médiateur international, est encore plus engagé dans la mission. Il ne ménagera aucun effort, avec l'appui des partenaires, pour relever les défis innombrables qui se définissent presque tous en termes de priorités et d'urgences », a-t-il ajouté.

Le ministre congolais a rendu hommage à la communauté internationale, à travers l'engagement constant du Groupe international de contact et, de la même manière, il a salué « les efforts inlassables de toutes les forces de la paix engagées en République centrafricaine depuis le début de la crise ».

M. Gakosso a aussi salué la mémoire « de tous les vaillants soldats qui ont sacrifié leur vie au nom de la paix et de la solidarité internationale ».

S'agissant de l'Afrique centrale dans son ensemble, le ministre a noté que la région n'était pas épargnée par les conflits alimentés par des acteurs non étatiques, tels que l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) et Boko Haram.

Face à la gravité de la menace que représente Boko Haram, « les Etats de la région ont pris conscience de la nécessité de lui opposer une réponse commune », a-t-il ajouté. « C'est tout le sens de notre mobilisation au sein de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) dans la lutte contre cette organisation irrédentiste, terroriste et sectaire ».

Le Niger espère le succès des processus de paix au Mali et en Libye, ses voisins



2 octobre - La Ministre nigérienne des affaires étrangères, Aïchatou Boulama Kané, a souhaité vendredi, devant l'Assemblée générale des Nations Unis, le succès des processus de paix parrainés par l'ONU dans deux pays voisins du sien, le Mali et la Libye.

Relevant qu'au Mali, les groupes terroristes n'ont pas cessé de commettre « des actes criminels visant essentiellement les populations civiles ainsi que les forces de maintien de la paix », Mme Kané a appelé à la mise en œuvre effective de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali signé en juin à Bamako.

En Libye, a-t-elle poursuivi, « la situation demeure très préoccupante et mérite que la communauté internationale s'implique davantage afin d'amener les populations libyennes à se réconcilier et à lutter ensemble contre les groupes terroristes qui sèment la désolation dans tout le pays ».

Rappelant que les activités des groupes terroristes en Libye constituent également « une menace sérieuse pour la sécurité du Niger, pays voisin, et au-delà, de toute la sous-région sahélo-saharienne », elle a souhaité que le processus de paix que dirige l'ONU soit « couronné de succès ».

« A ces situations générales de conflits, s'ajoutent l'extrémisme violent et le terrorisme international qui prend de plus en plus une proportion inquiétante, avec l'acquisition d'armements lourds et son ambition de conquérir des territoires propres, exposant ainsi l'humanité à un danger de déstabilisation sans précédent », a ajouté la ministre.

« L'on peut toutefois se réjouir, a-t-elle estimé, de la prise de conscience du phénomène par la communauté internationale, du danger qu'il représente, et de son engagement à y faire efficacement face ». Qu'il s'agisse de l'ONU à travers les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité ou des actions des organisations régionales et sous régionales comme l'Union africaine, la

Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT),

l'Union Européenne ou l'Organisation de la coopération islamique (OCI), « la communauté internationale fait montre d'une grande mobilisation pour éradiquer ce fléau », a-t-elle affirmé.

« Quant à la secte Boko Haram qui trouble la paix et la quiétude des populations dans le Bassin du Lac Tchad, elle sera sans aucun doute vaincue avec l'opérationnalisation effective de la Force mixte multinationale mise en place par le Cameroun, le Niger, le Nigéria, le Tchad, Etats membres de la Commission du Bassin du Lac Tchad, plus le Bénin », a-t-elle assuré.

Le Niger est « activement engagé à combattre le phénomène » et, en étroite collaboration avec ses partenaires, a « renforcé son Comité national de lutte contre le terrorisme dans toutes ses formes et s'est inscrit dans une dynamique régionale et internationale visant à combattre ce fléau », a-t-elle dit.

Abordant le défi de la migration, Mme Kané a indiqué que pour le Niger, à la fois pays d'origine, pays d'accueil et pays de transit, il paraît impérieux « d'une part de trouver des solutions palliatives immédiates permettant de juguler l'immigration clandestine et démanteler l'économie criminelle qui la sous-tend, et d'autre part de résoudre le problème en s'attaquant aux causes profondes de la migration dans les zones d'origine, causes qui sont d'ordre sécuritaire dans les foyers de conflit, d'ordre économique-climatique et parfois d'ordre politique, notamment la mauvaise gouvernance ».

Le Soudan dénonce les sanctions unilatérales dont il fait l'objet



2 octobre - Le Ministre des affaires étrangères du Soudan, Ibrahim Ahmed Ghandour, a dénoncé vendredi les sanctions unilatérales dont fait l'objet son pays pour des motifs qu'il a qualifiés de purement politiques et sans fondements juridiques.

« À la grande consternation de mon pays, sa récompense pour avoir réalisé la paix et la stabilité, et pour tous les sacrifices qu'il a consentis, n'a été qu'une suite ininterrompue de pressions, de sanctions, de boycotts et de mesures coercitives pour des motifs politiques et sans fondements légaux », a déclaré M. Ghandour, lors du débat général de la 70^{ème}

Assemblée générale de l'ONU.

Les accords de paix auxquels le Ministre des affaires étrangères a fait référence sont l'Accord de paix global signé en 2005, qui avait mis fin au conflit opposant depuis une vingtaine d'années le nord au sud du pays, et le Document de Doha pour la paix au Darfour, signé en 2011.

En dépit de ces accords, le Président soudanais Omar Al-Bachir fait l'objet d'un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI) depuis 2009. Il est poursuivi pour crimes de guerre, crimes contre l'humanité et crimes de génocide au Darfour, où les violences, qui ont fait plus de 300.000 morts depuis 2003, se poursuivent. Le Soudan fait également l'objet d'un embargo de la part de plusieurs pays, y compris un embargo commercial imposé depuis 2002 par les Etats-Unis.

Le Ministre des affaires étrangères a noté que, selon une étude réalisée il y a deux ans par le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies au Soudan, les sanctions unilatérales affectent en premier les populations, et non les gouvernants.

« Et comme si cela ne suffisait pas, des obstacles ont été créés pour empêcher le Soudan de bénéficier de certaines initiatives constructives, tels que l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE), également pour des raisons purement politiques », a dénoncé M. Ghandour.

Le Ministre des affaires étrangères a aussi dénoncé la politisation du droit international, manifestée, selon lui, par les relations étroites entretenues par le Conseil de sécurité de l'ONU et la CPI, un phénomène qu'il a qualifié « d'outil pour cibler les leaders africains en particulier ».

M. Ghandour a également noté que, malgré les conditions défavorables créées par les embargos et boycotts, le Soudan a tenté de réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

« Malheureusement, les gains engendrés par l'augmentation du revenu par habitant ont été contrebalancés par les retombées de l'indépendance du Soudan du Sud », a expliqué le Ministre des affaires étrangères.

Suite à un référendum d'autodétermination organisé en janvier 2011, dont les bases avaient été jetées par l'Accord de paix global, le Soudan du Sud a fait sécession de la République du Soudan le 9 juillet 2011.

M. Ghandour s'est par ailleurs félicité des élections présidentielles et législatives « pacifiques, libres, équitables et transparentes » qui ont eu lieu au Soudan en avril et mai 2015.

Selon la presse, le Président soudanais, Omar Al-Béchir, avait alors été réélu pour cinq ans à 94,5 % des voix, à l'issue d'un scrutin boycotté par l'opposition.

Centrafrique : Stephen O'Brien inquiet de la violence et du pillage de locaux humanitaires



2 octobre - Le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires humanitaires, Stephen O'Brien, s'est déclaré vendredi très inquiet de la récente escalade de la violence en République centrafricaine et du pillage de locaux d'organisations humanitaires.

« La violence actuelle par des groupes armés empêche les organisations humanitaires d'atteindre plus de 42.000 femmes, hommes et enfants qui ont fui leurs domiciles au cours des derniers jours dans la capitale Bangui. Ces personnes vivent sans le minimum pour vivre parce que la plupart des ONG humanitaires et des agences de l'ONU ne peuvent pas les atteindre », a dit M. O'Brien dans un communiqué de presse.

Mercredi, les locaux d'ONG nationales et internationales et ceux d'une agence humanitaire internationale ont été pillés. Certains membres du personnel humanitaire ont été obligés de déménager pour leur propre sécurité. « Comme par le passé, les organisations humanitaires sont déterminées à rester pour faire leur travail auprès de la population de la République centrafricaine », a affirmé le chef de l'humanitaire de l'ONU.

En dehors de Bangui, la situation se détériore également, alors que des groupes armés sèment la panique parmi la population. Dans tout le pays, plus de 412.000 personnes ont fui leurs maisons. Environ 2,7 millions de personnes, plus de la moitié de la population, dépendent de l'aide humanitaire pour survivre.

« Cette récente flambée de violence est un énorme revers pour la République centrafricaine et pour la communauté internationale », a estimé M. O'Brien. « Les personnes qui ont fui pour sauver leur vie ont besoin de nourriture, d'eau, d'abris d'urgence et de soins de santé ».

Le Secrétaire général adjoint a demandé à tous ceux qui sont impliqués de mettre fin à la violence et de permettre la reprise immédiate de l'aide humanitaire. « Entraver délibérément l'accès aux personnes dans le besoin est une violation du droit international », a-t-il déclaré.

Lors d'une réunion de haut-niveau sur la République centrafricaine jeudi à New York, en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, avait également fait part de sa préoccupation concernant les nouvelles violences dans le pays et appelé la communauté internationale à ne pas relâcher ses efforts de soutien, notamment financiers, à la République centrafricaine, sous peine de risquer de voir le pays retomber dans les désordres et les violences.

L'ONU prend note de la condamnation de deux chefs rebelles rwandais en Allemagne



2 octobre - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a pris note vendredi du jugement rendu le 28 septembre 2015 par un tribunal de Stuttgart, en Allemagne, contre deux ressortissants rwandais, Ignace Murwanashyaka et Straton Musoni, respectivement président et vice-président des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR).

Les deux hommes ont été condamnés respectivement à 13 ans et 8 ans de prison, pour avoir joué un rôle de leadership dans une organisation terroriste étrangère et pour avoir apporté leur aide à l'accomplissement de crimes de guerre sur le territoire de la République

démocratique du Congo (RDC).

« Le Secrétaire général félicite l'Allemagne pour avoir organisé ce procès et, ainsi avoir tenu compte de l'appel répété du Conseil de sécurité à tous les États leur demandant de poursuivre les éléments des FDLR se trouvant sur leurs territoires », a dit son porte-parole dans une déclaration à la presse.

« Cet arrêt est le premier du genre et représente un excellent exemple de la manière dont tribunaux pénaux nationaux et les Nations Unies peuvent travailler ensemble, en conformité avec le principe de complémentarité, pour lutter contre l'impunité et veiller à ce que les personnes soupçonnées d'avoir commis les crimes internationaux les plus graves rendent des comptes », a-t-il ajouté.

« Le Secrétaire général répète qu'il est important de neutraliser rapidement les FDLR et d'autres groupes armés dans l'est de la RDC afin d'apporter la stabilité en RDC et dans la région des Grands Lacs », a-t-il encore dit.

Selon la presse, ces deux chefs de la rébellion hutue rwandaise ont été condamnés pour avoir orchestré depuis l'Allemagne des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, commis pour l'essentiel en 2009, dans l'est de la RDC.

Libye : Ban Ki-moon exhorte les parties à accepter tel quel le projet d'accord de paix de l'ONU



2 octobre - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a exhorté vendredi les différentes factions libyennes à accepter le projet d'accord de paix préparé par l'ONU, avertissant que celles qui le rejetteraient seraient tenues responsables des conséquences qui s'en suivraient.

« Ce n'est plus le moment de renégocier » ce texte, a déclaré M. Ban lors d'une réunion de haut niveau sur la Libye, en marge de la 70ème Assemblée générale de l'ONU à New York . « Pour la première fois depuis la révolution de 2011, les Libyens ont devant eux une

feuille de route politique résultant de négociations, inclusive et viable, pour le reste du processus de transition », a-t-il précisé.

« Aucun accord n'est parfait, mais ce document permettra à la Libye de sortir du chaos et d'avancer vers la création d'un Etat stable et démocratique doté d'un cadre juridique clair », a-t-il ajouté.

« Alors que nous nous efforçons de faire en sorte que ce texte soit accepté par les Libyens, soyons clairs : tous ceux qui choisiront de rester en dehors de ce cadre seront responsables des conséquences et des souffrances qui s'en suivront », a averti le Secrétaire général.

M. Ban a déploré les violences de ces dix-huit derniers mois en Libye, qui ont permis à des mouvements terroristes d'y établir « un point d'appui stratégique », le pays devenant « un repaire pour les criminels et les trafiquants de personnes », tandis que « des millions d'habitants ont besoin d'assistance humanitaire ».

« Hélas, ceci est dû pour une large part à des groupes rivaux qui insistent pour faire passer leurs intérêts mesquins avant ceux du peuple libyen. Ils privent leur pays d'avenir et ont fait de la Libye une base d'instabilité et une menace pour la sécurité régionale et internationale », a-t-il ajouté.

« Mais il existe une autre voie, qui répond aux aspirations du peuple libyen à la paix, au respect des droits de l'homme, à la stabilité et à un avenir meilleur », a-t-il poursuivi.

« Grâce à quelques dirigeants libyens courageux – dont certains sont avec nous aujourd'hui – la Libye a désormais une voie ouverte devant elle, sous la forme d'un projet d'accord politique qui vise à accomplir l'idéal de la révolution qui a suscité tant d'espoirs il y a quatre ans », a encore dit M. Ban.

« La communauté internationale est unie pour vous soutenir dans vos efforts collectifs pour choisir la paix plutôt que la violence et la stabilité plutôt que le chaos. Je vous demande d'emporter ce message de solidarité et de soutien », a dit M. Ban aux délégués libyens présents. « De votre côté, vous devez rejeter la violence et conclure le dialogue sans retard », a-t-il ajouté.

M. Ban a remercié son Représentant spécial pour la Libye, Bernardino León, et l'équipe de la Mission d'appui de l'ONU en Libye (MANUL) pour leurs efforts, soulignant qu'ils ont « travaillé avec un large éventail d'acteurs en Libye pour trouver un moyen consensuel de sortir de la crise – consultant des dirigeants politiques et militaires, des institutions publiques, des municipalités, des tribus, ainsi que la société civile et des représentantes des femmes ».

M. León, a-t-il dit, a « fait preuve d'un maximum de souplesse en tenant compte des préoccupations des différentes parties ».

Pour conclure, M. Ban a indiqué avoir donné instruction à M. León de s'en tenir à la date butoir qui avait été acceptée par les parties – c'est-à-dire cette semaine de l'Assemblée générale – pour commencer les discussions sur la formation d'un nouveau gouvernement en Libye.

L'ONU célèbre la Journée de la non-violence alors que les conflits s'aggravent



"Non-violence", une sculpture de Karl Fredrik Reuterswärd, au siège des Nations Unies à New York.

2 octobre - L'Organisation des Nations Unies a célébré vendredi la Journée internationale de la non-violence qui marque également le jour de la naissance du Mahatma Gandhi, chef du mouvement pour l'indépendance de l'Inde et pionnier de la philosophie et de la stratégie de la non-violence.

« Aujourd'hui, tandis que les conflits s'aggravent, que l'heure est à l'extrémisme violent, à l'exode et à l'urgence humanitaire, le courage et la détermination du Mahatma Gandhi, dont nous fêtons aujourd'hui l'anniversaire, doivent être pour nous tous une source d'inspiration », a déclaré le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, lors d'une manifestation à l'initiative de l'Inde, en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies.

« Gandhi a montré qu'on pouvait vaincre l'oppression et la haine par des voies pacifiques. Il a montré comment la coopération et la tolérance pouvaient l'emporter sur l'injustice. Il a montré que, pour briser le cercle vicieux de la vengeance, il fallait que le droit prime », a ajouté le chef de l'ONU.

Ban Ki-moon a rappelé que l'ONU prône « le règlement pacifique des différends et le respect mutuel entre les cultures, les religions et tout ce qui peut diviser les peuples ».

Il a noté que la Décennie internationale du rapprochement des cultures (2013-2022), dont l'initiative revient à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), a donné naissance à une multitude de projets innovants qui montrent que la diversité et le dialogue concourent grandement à la paix.

« Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 récemment adopté peut également ouvrir la voie à une

réduction de la violence. Plus le monde sera viable, plus il sera sûr », a souligné le chef de l'ONU.

De son côté, le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, Mogens Lykketoft, a noté vendredi que « la vision de Gandhi restait une possibilité éloignée pour trop de gens ».

« Au cours de cette 70ème session, il y a beaucoup d'occasions de rapprocher cette vision de la réalité. Personnellement, je suis inspiré par le Programme révolutionnaire pour 2030 qui a été adopté il y a une semaine exactement. Maintenant, tous les acteurs doivent s'efforcer de faire des progrès et mettre en œuvre rapidement ce programme afin de promouvoir la dignité, la prospérité, la paix et les droits humains de notre humanité partagée », a dit M. Lykketoft.

Yémen : l'UNICEF dresse un bilan dramatique de la situation des enfants



2 octobre - Après six mois de violence incessante au Yémen, au moins 505 enfants sont morts des suites du conflit, 702 ont été blessés et plus de 1,7 million sont menacés de malnutrition, a déclaré vendredi le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

Selon les derniers chiffres dont dispose l'agence de l'ONU, près de 10 millions d'enfants, soit 80% de la population du pays âgée de moins de 18 ans, ont actuellement besoin d'une aide humanitaire d'urgence et plus de 1,4 million de personnes ont été forcées de fuir leurs maisons.

« Chaque jour qui passe, les enfants voient leurs espoirs et leurs rêves d'avenir se briser », a déclaré le Représentant de l'UNICEF au Yémen, Julien Harneis, dans un communiqué de presse. « Leurs maisons, les écoles et les communautés sont détruites, et leurs propres vies sont de plus en plus menacées par la maladie et la malnutrition ».

M. Harneis a rappelé que la situation nutritionnelle au Yémen était déjà désastreuse avant le conflit, dans la mesure où le pays produit moins de 10% de ses besoins alimentaires et s'appuie très fortement sur les denrées alimentaires importées. L'escalade des combats, et l'arrêt des importations qui en a découlé, a aggravé l'insécurité alimentaire et la malnutrition dans le pays, ce qui a des conséquences dramatiques pour les enfants, a déclaré M. Harneis.

Selon l'UNICEF, le nombre d'enfants de moins de cinq ans dans le pays menacés de malnutrition aiguë sévère a triplé en 2015, passant de 160.000 avant le conflit à 537.000 enfants. Au total, l'agence estime que 1,2 million d'enfants de moins de cinq ans souffriront de malnutrition aiguë modérée cette année, comparé à 690.000 avant la crise.

Les pénuries alimentaires et le manque d'accès aux marchés, l'accès réduit aux services de santé et à l'assainissement des eaux et la perturbation des moyens de subsistance sont les principales causes de cette détérioration, a précisé l'UNICEF, ajoutant que la pénurie de carburant, d'électricité, de gaz, d'eau et d'autres services contribue à aggraver cette situation.

Parallèlement, depuis l'escalade du conflit en mars 2015, l'UNICEF a constaté une augmentation des attaques contre les écoles (41) et les hôpitaux (61).

« Trouver de l'eau potable est devenue une lutte au quotidien pour plus de 20,4 millions de personnes ; plus de 15 millions de personnes ont perdu tout accès aux soins de santé de base ; l'éducation de plus de 1,8 million d'enfants a été interrompue par la fermeture des écoles ; et plus de 20 millions de personnes ont du mal à obtenir l'eau potable et l'assainissement dont ils ont besoin », a indiqué l'UNICEF.

Malgré ces conditions extrêmement difficiles, l'agence et ses partenaires ont été au centre des opérations humanitaires depuis le début du conflit, permettant à 3 millions de personnes d'obtenir un accès à l'eau potable et à plus de 5 millions d'enfants d'être vaccinés contre la rougeole et la poliomyélite.

En outre, environ 93.500 enfants ont été traités pour malnutrition aiguë sévère et plus de 520.000 ont été en

mesure de passer leurs examens scolaires, a indiqué l'UNICEF.

Ban Ki-moon attristé par une nouvelle fusillade meurtrière aux Etats-Unis



Le Secrétaire général Ban Ki-moon,

Photo ONU/Mark Garten

2 octobre - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, s'est déclaré vendredi profondément attristé par une fusillade meurtrière survenue la veille dans l'Etat de l'Oregon, aux Etats-Unis.

Dans un communiqué de presse rendu public par son porte-parole, le chef de l'ONU a transmis ses sincères condoléances aux familles des nombreuses victimes et a souhaité un prompt rétablissement aux blessés.

Selon la presse, au moins neuf personnes ont été tuées et sept blessées, dont trois grièvement, jeudi 1er octobre, lorsqu'un jeune homme armé a ouvert le feu sur les étudiants d'une université de l'Oregon, à Roseburg, dans le nord-ouest des Etats-Unis. Le tireur a par la suite été abattu lors d'un échange de tirs avec les forces de police.

« Suite à cette énième tragédie de ce type, le Secrétaire général a fermement exprimé son souhait de voir les Etats-Unis, à travers le processus démocratique solide qui les caractérise, prendre les mesures nécessaires pour réduire le nombre effrayant de pertes en vies humaines causé par la violence des armes au sein de la société américaine », a déclaré le porte-parole.

M. Ban a par ailleurs noté l'engagement constant dont le Président Barack Obama a fait preuve, au cours de ses deux mandats successifs, afin de résoudre ce fléau.

Maroc : une experte indépendante de l'ONU pour le droit à l'alimentation annonce sa visite dans le pays



Des criquets pèlerins dévorent la végétation dans les pâturages du nord-est du Maroc. Photo: FAO/G.Diana.

2 octobre - La Rapporteuse spéciale des Nations Unies pour le droit à l'alimentation, Hilal Elver, a annoncé vendredi qu'elle entreprendra une visite officielle au Maroc du 5 au 12 octobre 2015 afin d'évaluer les efforts réalisés pour atteindre la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le pays, ainsi que les obstacles à surmonter tant au niveau national qu'international.

« Lors de cette visite, j'espère vérifier si les réformes annoncées par le Maroc visant à placer l'agriculture au premier plan de sa stratégie de croissance économique se sont traduites par des politiques de croissance inclusives bénéficiant à la population, en particulier aux personnes vivant sous le seuil de pauvreté et aux groupes vulnérables », a-t-elle déclaré dans un communiqué de presse rendu public par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH).

« Je vais évaluer dans quelle mesure le droit à l'alimentation est réalisé au Maroc du fait des politiques gouvernementales, qu'il s'agisse de l'accès à la nourriture ou des qualités nutritionnelles de la nourriture disponible pour les personnes, quel que soit leur niveau de revenu », a-t-elle déclaré.

C'est la première visite dans ce pays d'un expert indépendant pour le droit à l'alimentation désigné par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU afin de suivre et établir des rapports sur les initiatives existantes pour garantir la pleine réalisation du droit à l'alimentation à travers le monde.

La Rapporteuse spéciale, qui visitera le pays à l'invitation du gouvernement marocain, nouera des contacts avec les autorités afin d'identifier les principaux obstacles à la pleine réalisation du droit à l'alimentation et de proposer des stratégies visant à

combattre ces obstacles et à améliorer la jouissance des droits par les personnes les plus vulnérables au sein de la société marocaine.

Lors de sa visite de huit jours, l'experte rencontrera de hauts responsables du gouvernement, ainsi que des représentants du système onusien, des agences internationales, de la communauté du développement, de la société civile, de la Commission Nationale des Droits de l'Homme et des communautés individuelles dans divers endroits à travers le pays.

La Rapporteuse spéciale se rendra également Dakhla, dans le Sahara occidental, le 10 octobre 2015. Mme Elver tiendra une conférence de presse, afin de faire part des observations préliminaires réalisées lors de sa visite le lundi 12 octobre 2015.

Tadjikistan : l'ONU s'inquiète de l'interdiction du seul parti islamique d'Asie centrale



Une porte-parole du HCDH, Ravina Shamdasani.

2 octobre - Suite à l'interdiction du seul parti islamique d'Asie centrale, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a appelé vendredi les autorités tadjikes à s'assurer que les mesures prises dans le cadre de la lutte contre le terrorisme soient pleinement conformes aux droits de l'homme.

« Nous sommes préoccupés par le risque croissant de violations des droits humains en lien avec la récente interdiction du Parti de renaissance islamique du Tadjikistan (PRIT), ainsi que l'arrestation et la détention de plus d'une douzaine de ses membres depuis début septembre », a déclaré une porte-parole du HCDH, Ravina Shamdasani, lors d'un point de presse à Genève.

Selon l'agence, le 29 septembre, la Cour suprême du Tadjikistan a interdit le PRIT au motif qu'il s'agirait d'une « organisation extrémiste et terroriste ».

Cette décision a fait suite à une longue campagne de pression, d'intimidation et de répression par le gouvernement à l'encontre du PRIT, a précisé Mme Shamdasani.

Le 17 septembre, a-t-elle poursuivi, le Bureau du Procureur général a par ailleurs publié une déclaration officielle indiquant que les membres du PRIT ont été arrêtés afin de prévenir de nouveaux actes terroristes. Cette déclaration accusait le parti de former des groupes armés et de provoquer des violences, y compris une attaque perpétrée le 4 septembre contre un poste de police, qui a fait 39 morts, dont 14 policiers.

Au moins 13 membres du PRIT, y compris la direction du parti, ont été arrêtés et détenus les 16 et 17 septembre, a ajouté la porte-parole, précisant que l'avocat de la défense de plusieurs membres du PRIT, Buzurgmehr Yorov, a également été arrêté, puis inculpé de fraude et de falsification.

Le PRIT était le seul parti politique islamique légal en Asie centrale et était partie à l'accord de paix inter-tadjik de 1997.

« Nous appelons les autorités tadjikes à garantir que les mesures prises dans la lutte contre le 'terrorisme' ou 'l'extrémisme' soient pleinement conformes au droit international des droits humains, dans le plein respect des droits à la liberté de religion, d'opinion, d'expression, de réunion pacifique et d'association, de la participation aux affaires publiques et du principe de non-discrimination », a appelé la porte-parole du HCDH.

Les conditions de détention et la légalité des arrestations doivent également respecter les normes internationales pertinentes, a-t-elle ajouté.

Le nombre de migrants arrivés en Grèce cette année avoisine

les 400.000, selon le HCR



2 octobre - Alors que le nombre de migrants et réfugiés arrivés en Grèce par voie maritime depuis le début de l'année approche les 400.000, il est urgent de mettre en œuvre des plans de réinstallation et d'accroître les capacités d'accueil, a déclaré vendredi le Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR).

« Bien que le climat venteux d'automne ait affecté les traversées maritimes en provenance de Turquie au cours des derniers jours, les arrivées de migrants et de réfugiés en Grèce continuent et leur nombre total pour l'année devrait bientôt atteindre 400.000 », a déclaré un porte-parole du HCR, Adrian Edwards, lors d'un point de presse à Genève.

« La Grèce demeure de loin le premier point d'entrée pour les nouveaux arrivants à travers la Méditerranée, suivie par l'Italie avec 131.000 arrivées jusqu'à présent en 2015 », a indiqué M. Edwards.

Compte tenu de ces nouveaux chiffres, le nombre total de réfugiés et de migrants ayant traversé la Méditerranée cette année se monte maintenant à près de 530.000. En septembre, 168.000 personnes ont fait la traversée, soit un nombre record pour un seul mois, cinq fois supérieur à celui de septembre 2014, a-t-il précisé.

« La poursuite de ces arrivées à un rythme élevé souligne la nécessité d'une mise en œuvre rapide du programme européen de relocalisation, en même temps que la création de solides installations permettant d'accueillir, d'aider, de recenser et d'identifier toutes les personnes qui arrivent par mer. Ces mesures sont nécessaires pour stabiliser la situation », a déclaré le porte-parole.

Selon le HCR, 396.500 personnes au total sont entrées en Grèce par la mer depuis le 1er janvier, dont plus de 153.000 en septembre. Par comparaison, le total pour toute l'année 2014 était de 43.500, a indiqué l'agence, précisant que 97% de ces personnes proviennent des 10 pays les plus générateurs de flux de réfugiés, dont la Syrie (70 %), l'Afghanistan (18%) et l'Iraq (4 %).

Le changement de climat cette semaine a légèrement ralenti le rythme des arrivées, qui sont passées d'environ 6.600 le 25 septembre à 2.200 le lendemain. La moyenne des arrivées, qui se situait autour de 5.000 par jour, est tombée à environ 3.300 au cours des six derniers jours et à 1.500 jeudi, a indiqué le HCR.

« Quoi qu'il en soit, toute amélioration du temps est susceptible de se traduire par une nouvelle augmentation des arrivées par mer », a-t-il prédit, notant que le temps plus frais et venteux a rendu la traversée de la Turquie vers la Grèce encore plus périlleuse.

Jeudi, a par ailleurs indiqué le porte-parole, au moins deux opérations de secours ont eu lieu au large de l'île de Lesbos. Mercredi, quatre opérations de ce type ont été menées près de cette île, dans lesquelles 283 personnes ont été secourues. Une femme et un jeune garçon sont morts, portant le total des décès et des personnes disparues cette année dans les eaux grecques à au moins 102. En tout, près de 3.000 personnes ont péri ou ont disparu cette année en tentant de traverser la Méditerranée, a déclaré M. Edwards.

« Le rythme et l'ampleur du mouvement de migration en Grèce continue de créer une énorme pression sur le gouvernement et sur de nombreuses communautés grecques », a dit le porte-parole du HCR.

M. Edwards a averti que le manque d'installations d'accueil des migrants en Grèce pourrait gravement compromettre le programme de réinstallation décidé par le Conseil européen, dans la mesure où les réfugiés pouvant potentiellement bénéficier d'une réinstallation n'ont nulle part où aller en attendant.

Si ce problème n'est pas réglé rapidement, « des mouvements secondaires en direction d'autres pays sont susceptibles de continuer », a mis en garde le porte-parole.

Jeudi, le Premier ministre grec, Alexis Tsipras, avait appelé, devant l'Assemblée générale de l'ONU à New

York, à la mise en œuvre d'un mécanisme onusien de réinstallation des réfugiés se trouvant dans les pays voisins de la Syrie.